

Nice, le 20 octobre 2005

**Installations classées pour la protection
de l'environnement**

**SONITHERM
Usine d'incinération d'ordures ménagères
de Nice l'Ariane**

Objet : Mise en conformité de l'usine d'incinération d'ordures ménagères de Nice – l'Ariane
Proposition d'un projet d'arrêté de prescriptions complémentaires

Réf : Sonitherm_miseenconformité_prefet_rapportcdh_051020
n° 64.277 – P1

**RAPPORT DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSEES
AU CONSEIL DEPARTEMENTAL D'HYGIENE**

Résumé : Les prescriptions autorisant l'exploitation de l'usine d'incinération d'ordures ménagères de Nice l'Ariane doivent être renforcées compte tenu des nouvelles exigences imposées par l'arrêté ministériel du 20 septembre 2002 relatif aux installations d'incinération et de co-incinération de déchets non dangereux et aux installations incinérant des déchets d'activités de soins à risques infectieux, ceci dans le but d'améliorer en tant que de besoin le suivi des émissions et la surveillance des rejets et leur impact dans l'environnement.

Les évolutions prévues par ce nouveau texte ont conduit l'exploitant à engager d'importants travaux pour pouvoir mettre en conformité l'ensemble de ses installations avant le 28 décembre 2005, date d'application des nouvelles dispositions pour les installations d'incinération existantes.

1. Généralités

La SONITHERM, dont le siège social est situé au 33 boulevard de l'Ariane, sur la commune de Nice, exploite à cette même adresse une usine d'incinération d'ordures ménagères depuis 1979 fonctionnant d'abord avec trois fours de 12 t/h chacun ; elle a été dotée en 1996 d'un quatrième four de 18 t/h.

Cette installation est autorisée au titre de la législation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement par arrêté préfectoral du 9 avril 1996 et par les arrêtés de prescriptions complémentaires du 6 février 1998 et du 5 juin 2002.

Ces arrêtés intègrent entre autres, les dispositions réglementaires de l'arrêté ministériel du 25 janvier 1991 relatif aux incinérateurs d'ordures ménagères.

Actuellement, l'activité de la SONITHERM comporte :

- 4 lignes de traitement des fumées par procédé humide ;
- des fours – chaudières pouvant produire 135 tonnes de vapeur surchauffée ;
- une unité de séchage de boues de station d'épuration urbaine avant incinération d'une capacité de 100 tonnes par jour ;
- des turbo – alternateurs électriques pour les besoins en électricité de l'usine ;
- une ligne de traitement de mâchefers (extinction) ;
- une unité de traitement des effluents ;
- une chaufferie annexe assurant le secours de production pour les réseaux de chaleur ;
- 3 réseaux de chaleur d'une puissance installée totale de 95 MW et desservant une population de 11.000 équivalents logements et quelques industriels situés au voisinage de l'UIOM.

L'ensemble de ces équipements permet actuellement le traitement annuel d'environ 380.000 tonnes de déchets, dont 24.000 tonnes de boues de station d'épuration, 8.000 tonnes de déchets hospitaliers, et une production de 36000 MWH électriques restitués au réseau et 110.000 MWH destinés à fournir de la chaleur aux logements et autres établissements proches.

Les déchets ménagers et assimilés traités dans l'usine d'incinération de la SONITHERM concernent en particulier :

- les ordures ménagères et autres résidus urbains provenant de la collecte traditionnelle des ordures ménagères de la ville de Nice et communes appartenant à la CANCA principalement ;
- les déchets banals assimilables aux ordures ménagères d'origine commerciale, artisanale ou agricole ;
- les boues non toxiques de station d'épuration urbaines du département des Alpes Maritimes (actuellement Haliotis à Nice) ;
- les déchets exceptionnels tels que drogue provenant des saisies douanières ou policières, stocks de produits pharmaceutiques périmés, etc....

S'y rajoutent depuis le début des années 1990, les déchets d'activités de soins à risques venant des établissements privés et publics hospitaliers, l'incinération de ces DASRI étant effectuée en harmonie avec le plan régional PREDAS établi en 1997.

La SONITHERM s'est totalement engagée dans une démarche qualité environnementale et a obtenu la certification ISO 14 001 le 7 novembre 2000.

2. Evolution réglementaire

En application de l'article L.512-5 du Titre 1^{er}, Livre V du Code de l'Environnement, le Ministère de l'écologie et du développement durable (Direction de la prévention des pollutions et des risques) a pris en date du 20 septembre 2002 un arrêté ministériel relatif aux installations d'incinération et de co-incinération de déchets non dangereux et aux installations incinérant des déchets d'activités de soins à risques infectieux.

Cet arrêté ministériel est le résultat de la transposition de la directive européenne n°2000/76/CE.

Ce texte remplace l'arrêté du 25 janvier 1991 relatif aux installations d'incinération de résidus urbains, ainsi que l'arrêté du 23 août 1989 relatif à l'incinération de déchets contaminés dans une usine d'incinération de résidus urbains.

Les dispositions de ce nouvel arrêté ministériel s'appliquent immédiatement aux installations nouvelles. Par contre, elles doivent s'appliquer aux installations existantes à compter du **28 décembre 2005**.

Parmi les évolutions notables prévues par ce nouveau texte, on relèvera :

- l'uniformisation des prescriptions techniques quelle que soit la capacité de l'installation ;
- l'imposition d'une valeur limite de 0,1 ng/m³ pour l'émission de dioxines et furanes ;
- l'introduction de valeurs limites pour l'émission d'oxydes d'azote ;
- l'abaissement important des seuils sur d'autres paramètres : poussières totales, acide chlorhydrique, acide fluorhydrique, dioxyde de soufre, métaux lourds, substances organiques exprimées en carbone organique total ;
- la prise en compte dans ce texte de l'incinération des déchets d'activités de soins à risque infectieux (jusque là réglementés par l'arrêté ministériel du 23 août 1989).

Pour les installations existantes telles que celle de l'usine de la SONITHERM et en prévision de l'échéance du 28 décembre 2005, l'arrêté du 20 septembre 2002 a prévu à l'article 34 la remise par l'exploitant d'une étude de mise en conformité des installations avant le **28 juin 2003**, comprenant :

- la mise à jour de l'ensemble des pièces mentionnées aux articles 2 et 3 du décret 77.1133 relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement ;
- une étude technico-économique sur les conditions de mise en conformité avec les dispositions de l'arrêté ministériel du 20 septembre 2002.

De la même manière, la circulaire du ministère de l'écologie et du développement durable du 9 octobre 2002, recommande le renforcement du suivi des émissions pour améliorer, en tant que de besoin, la surveillance des rejets et leur impact dans l'environnement au voisinage de l'UIOM.

3. Etat d'avancement de l'opération de mise en conformité

Le dossier d'étude de mise en conformité de l'UIOM de Nice - l'Ariane a été déposé en préfecture du département des Alpes Maritimes le 27 juin 2003.

Le coût total de l'opération a été estimé à environ 29 Millions d'euros, dont 25,63 Millions d'euros destinés au traitement des fumées. Les surcoûts d'exploitation ont été estimés à environ 8 euros par tonne, auxquels doit s'ajouter l'amortissement de l'investissement calculé sur 13 ans, soit 9,4 euros par tonne.

La SONITHERM a confirmé la réalisation de l'ensemble des travaux de mise en conformité de l'usine (études, consultations, et travaux) dans les délais fixés par l'arrêté ministériel du 20 septembre 2002, soit un achèvement des travaux pour le 28 décembre 2005.

Un planning des travaux confirmant les engagements qui ont été pris a été remis par l'exploitant à cet effet. L'ensemble de ses engagements a été acté par arrêté préfectoral du 10 juin 2004.

Lors de ses visites sur le site, et en particulier la dernière datant du 6 octobre 2005, l'inspection des installations classées a pris connaissance de l'état d'avancement des travaux et a été informée par l'exploitant du respect des échéances prévisionnelles, l'ensemble des équipements étant tous réceptionnés et stockés sur le site en attendant les dernières opérations d'assemblage. Les lignes de fours 1 et 2 vont être testées avant la fin du mois d'octobre.

CONCLUSIONS

Compte tenu des nouvelles exigences imposées par l'arrêté ministériel du 20 septembre 2002 relatif aux installations d'incinération et de co-incinération de déchets non dangereux et aux installations incinérant des déchets d'activités de soins à risques infectieux, les prescriptions préfectorales autorisant l'exploitation de l'usine d'incinération d'ordures ménagères de Nice l'Ariane, doivent être renforcées afin d'améliorer en tant que de besoin le suivi des émissions, la surveillance des rejets et leur impact dans l'environnement.

Les évolutions prévues par le nouveau texte ont conduit l'exploitant à engager d'importants travaux pour pouvoir mettre en conformité l'ensemble de ses installations.

Dans ces conditions et en application de l'article 18 du décret n°77-1133 du 21 septembre 1977 modifié, l'inspection des installations classées propose un projet d'arrêté préfectoral de prescriptions complémentaires autorisant la poursuite de cette exploitation, ce projet abrogeant à compter du 28 décembre 2005 les prescriptions des arrêtés préfectoraux antérieurs.

Nous sollicitons **un avis favorable** des membres du Conseil Départemental d'Hygiène pour imposer à la SONITHERM les prescriptions figurant dans le projet d'arrêté joint en annexe.